



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DU RHONE

Direction départementale
de la protection des populations

Lyon, le **10 OCT. 2016**

Service protection de l'environnement
Pôle installations classées et environnement

Dossier suivi par Alexandre CARRET

☎ : 04 72 61 37 82

✉ : alexandre.carret@rhone.gouv.fr

ARRETE DE MISE EN DEMEURE

*Le Préfet de la Zone de Défense et de
Sécurité Sud-Est
Préfet de la Région Auvergne Rhône-Alpes
Préfet du Rhône
Officier de la Légion d'Honneur,*

VU le code de l'environnement, notamment l'article L 171-8 ;

VU l'arrêté préfectoral du 26 mai 2014 autorisant la société SONECOVI SUD à poursuivre l'exploitation des activités de lavage intérieur de citernes routières, containers maritimes et GRV de son établissement situé avenue du Rhône zone industrielle portuaire à TERNAY ;

VU le courrier adressé à l'exploitant le 4 juillet 2016 dans le respect des dispositions de l'article L 514-5 du code de l'environnement ;

VU les rapports des 4 juillet et 11 août 2016 de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne Rhône-Alpes, service chargé de l'inspection des installations classées ;

VU les observations de la société XPO TANK CLEANING SUD FRANCE des 11 et 27 juillet 2016 ;

CONSIDERANT qu'une visite du site de TERNAY a permis à l'inspection des installations classées de constater que la société XPO TANK CLEANING SUD FRANCE ;

- ne faisait pas apparaître dans ses tableaux de suivi des consommations d'eau, ses consommations journalières moyennes et mensuelles (article 4.11 de l'arrêté préfectoral du 26 mai 2014 susvisé),

- n'avait pas remis à l'inspection des installations classées un diagnostic des consommations d'eau et des propositions d'actions de gestion de prélèvement (point 4.1.4 de l'arrêté préfectoral du 26 mai 2014 susvisé),

- n'a pas transmis d'analyse des eaux pluviales (point 9.2.3 de l'article 9.2 de l'arrêté préfectoral du 26 mai 2014 susvisé),

- ne respectait pas l'ensemble des Valeurs Limites d'Emission (VLE) (point 4.3.9 de l'article 4.3 de l'arrêté préfectoral du 26 mai 2014 susvisé) ;

CONSIDERANT que par courrier des 11 et 27 juillet 2016 :

- la société XPO TANK CLEANING SUD FRANCE a transmis une copie des tableaux indiquant les consommations d'eau journalières moyennes et mensuelles des trois puits de prélèvement dans la nappe (article 4.11 de l'arrêté préfectoral du 26 mai 2014 susvisé),
- l'exploitant s'est engagé à transmettre à l'inspection des installations classées, le détail sur les réflexions, les travaux menés ainsi que les investissements réalisés ayant permis de réduire la consommation d'eau annuelle (point 4.1.4 de l'arrêté préfectoral du 26 mai 2014 susvisé) ;

CONSIDERANT toutefois que l'exploitant n'a pas apporté de réponse sur le contrôle de la qualité des eaux pluviales (point 9.2.3 de l'article 9.2 de l'arrêté préfectoral du 26 mai 2014 susvisé) ainsi que le respect de l'ensemble des VLE (point 4.3.9 de l'article 4.3 de l'arrêté préfectoral du 26 mai 2014 susvisé) ;

CONSIDERANT, dès lors, qu'il y a lieu de faire application des dispositions de l'article L 171-8 du code de l'environnement et d'imposer à la société XPO TANK CLEANING SUD FRANCE de respecter les points susvisés de l'arrêté préfectoral du 26 mai 2014 ;

SUR proposition du préfet, secrétaire général de la préfecture, préfet délégué pour l'égalité des chances ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1er : La société XPO TANK CLEANING SUD FRANCE, avenue du Rhône zone industrielle portuaire à TERNAY, est mise en demeure de respecter les dispositions suivantes de l'arrêté préfectoral du 26 mai 2014 susvisé à compter de la notification du présent arrêté :

- en réalisant **sous deux mois**, un contrôle de la qualité des eaux pluviales sur l'ensemble des paramètres réglementés au point 4.3.12, conformément au point 9.2.3 de l'article 9.2 "Autosurveillance des eaux pluviales". Le rapport des résultats sera transmis dès réception à l'inspection des installations classées et saisi dans l'application informatique GIDAF (Gestion Informatisée des Données d'Autosurveillance Fréquentes),
- en respectant **au plus tard le 31 mars 2017**, l'ensemble des VLE prescrites au point 4.3.9 de l'article 4.3 de l'arrêté préfectoral du 26 mai 2014 susvisé ;

ARTICLE 2 : Faute par l'exploitant d'obtempérer à cette injonction, il sera fait application des sanctions administratives et pénales prévues par la réglementation en vigueur sur les installations classées.

ARTICLE 3 : Délai et voie de recours (article L 514-6 du code de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 4 : Le préfet, secrétaire général de la préfecture, préfet délégué pour l'égalité des chances, la directrice départementale de la protection des populations et la Directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne Rhône-Alpes, en charge de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée :

- au maire de TERNAY,
- à l'exploitant.

Lyon, le **10 OCT. 2016**

Le Préfet,

Pour le Préfet,
Le Secrétaire général adjoint
Sous-Préfet de l'arrondissement de Lyon



Denis BRUEL

